



Maurice Buttin, président du CVPR PO : « Oslo » : «chec et mat !

Description

L'éditorial de Maurice Buttin ci-dessous paraîtra le 30 septembre prochain dans le bulletin trimestriel le « Courrier du CVPR » :



« Oslo » : «chec et mat !

Vingt ans ont passé depuis les Accords d'Oslo et l'Etat palestinien, encore occupé, n'est toujours reconnu ni par Israël, ni par les grands Etats occidentaux, dont le notre en particulier !

Au lendemain de la victoire des Etats-Unis sur l'Irak pour libérer le Koweït, le président George Bush senior prononçait, le 11 septembre 1990, un discours au Congrès, dont j'ai extrait : *« Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extra-ordinaire. (à?) De cette période difficile (à?) un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère (à?) plus forte dans la recherche de la justice et plus saine dans la quête de la paix »*. Il était donc autant plus enclin à affirmer que l'URSS était croulée en 1989 et que son pays demeurerait la seule super puissance mondiale. Peu après, fort de ces beaux principes, il décidait de s'occuper de la résolution du conflit israélo-palestinien.

La première *« Intifada »* ou *« Guerre des pierres »* avait précédé, déclenchée spontanément par les Palestiniens en décembre 1987. Ce soulèvement non violent était très durement réprimé par le général Yitzhak Rabin, alors ministre de la Défense, d'un gouvernement d'Union nationale. Il entraîna néanmoins, le 30 juillet 1988, l'abandon de toute prétention de la Jordanie sur la Cisjordanie (annexée en 1949). Puis la proclamation de l'Etat de Palestine, par le Conseil National Palestinien de l'OLP, siégeant en Alger, le 15 novembre 1988 avec l'acceptation des résolutions 181 et 242 de l'ONU, donc la reconnaissance de facto de l'Etat israélien dans ses frontières de 1967. L'OLP tendait ainsi la main à Israël. Mais Israël rejeta cette offre de paix comme les suivantes !

Le président Bush réussissait, non sans mal, à convoquer divers pays arabes, des Palestiniens encore au sein d'une déléguation jordanienne ! des Israéliens, à une Conférence à Madrid, le 30 octobre 1991. Le premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, ne s'y rendait, selon ses propres dires, que *« pour gagner dix ans »*. (Il en a déjà gagné 20 !).

En dehors de cette union, des Israéliens qui pensaient, pour le devenir de leurs enfants, qu'il fallait mettre fin à ce conflit et des Palestiniens qui pressentaient que même la assistance armée ne viendrait pas à bout d'Israël se rencontrèrent secrètement en Norvège, à Oslo. Après dix jours de discussion, ils adoptèrent une *« Déclaration de principes sur les arrangements intermédiaires d'autonomie »*, qui stipulait entre autres : *« Il est temps de mettre fin à des décennies de conflit, de reconnaître nos droits légitimes et politiques réciproques (à?) et de parvenir à un règlement de paix juste, durable, ainsi qu'à une conciliation historique »*.

Très belle déclaration qui, après la reconnaissance par Israël de l'OLP comme représentant du peuple palestinien, était concrétisée par la cession poignante de mains, le 13 septembre 1993 à Washington, entre Yasser Arafat et le même Yitzhak Rabin, nouveau Premier ministre d'Israël, sous la tutelle du président étasunien Bill Clinton.

Les Accords d'Oslo prévoyaient une *« période d'autonomie de cinq ans »*, en Cisjordanie et à Gaza, pendant laquelle une Autorité palestinienne administrerait la vie des Palestiniens. Ils apparaissaient comme une occasion historique de mettre fin à un conflit durant depuis 45 ans déjà à aujourd'hui 65 ans sur la base de la reconnaissance des deux peuples et des deux Etats décidés par l'ONU en 1947. Ils étaient accueillis avec une très grande liesse par la plus grande partie du peuple palestinien. Moi-même, naïf sans doute, et méconnaissant pour une fois la duplicité des dirigeants israéliens, j'écrivais, dans le journal La Croix, deux tribunes successives relatant cette nouvelle situation : *« Période d'autonomie de cinq ans »* laissait entendre, pour les Palestiniens et pour moi, indépendance de la Palestine après ces cinq ans !

Les Accords d'Oslo se caractérisaient, en fait, par le plus grand flou et la puissance occupante, Israël, en profitait pour soumettre les Palestiniens, jamais admis comme pouvant bénéficier des mêmes droits. Au demeurant, les principales questions à Jérusalem, les réfugiés, le tracé des frontières, les colonies avaient été laissées pour des négociations ultérieures. Cela devait se révéler dans le temps une très grave erreur de la part des Palestiniens. Certains l'avaient pressenti dès octobre 1993. (Lire, en particulier, dans notre dossier *« Les Accords d'Oslo »* les articles du grand écrivain Edward Saïd et de notre adhérent Francis Grislin,).

Yitzhak Rabin conscient de l'immense abandon des Palestiniens en 1988, était prêt, croyait-on à tort, semble-t-il à échanger les territoires de Palestine occupée depuis 1967 contre la paix avec le peuple palestinien. Un *« accord intermédiaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza »* ou *« Oslo II »* était signé le 28 septembre 1995 à Washington, c'était pourtant trop pour des généraux et des rabbins en titre, des hommes de droite et d'extrême droite déchaînés. A la Knesset même, Benjamin Netanyahu, l'actuel Premier ministre, dénonçait Rabin : *« le vendeur d'Israël, comme une marchandise »*. Et, Rabin était assassiné le 4 novembre 1995 par un jeune étudiant

extrême droite, Yagal Amir mettant fin à tout espoir de paix. Même si quelques villes furent théoriquement libérées en 1995/1996 et l'Autorité palestinienne constituée, sous la direction du président élu Yasser Arafat.

Mon éditorial du numéro 39 du *Courrier du CVPR* de décembre 2010 : « Ils ont assassiné la paix » se terminait ainsi : « Quinze années après, nous pouvons constater qu'ils ont, en effet, assassiné la paix, trahissant certainement pour des années ». Oui, c'est un fait, et je peux affirmer tant que la politique sioniste du gouvernement israélien perdurera.

Pour autant, redresser la situation n'est pas impossible dans l'intervalle, même si la longue durée israélienne. Il faut, pour cela, que les dirigeants occidentaux aient un peu plus de courage et se décident à mettre fin à l'impunité de l'Etat israélien.

Maurice Buttin, président du CVPR PO

date créée
2013/09/27